

Une filière bilingue sous le feu des critiques

Bienne Le bilinguisme dans l'école obligatoire provoque la grogne de certains parents. Une centaine d'entre eux essuient des refus d'intégration au programme d'immersion en deux langues pour leurs enfants. Ils appellent à élargir l'offre.

Alexandre Wälti

La filière bilingue biennoise (FiBi) ne fait pas que des heureuses et heureux à l'école obligatoire. Beaucoup de parents subissent une non-entrée en matière pour leurs bambins. Selon deux d'entre eux, c'est un comble pour une ville où le bilinguisme sert souvent son image et dans laquelle sa pratique quotidienne fait partie des éléments primordiaux de la culture locale.

”

Le recrutement des enseignantes et enseignants n'est pas facile.

Glenda Gonzalez Bassi
Conseillère municipale biennoise

Julien*, vivant à Bienne depuis 15 ans, a voulu inscrire sa fille dans le programme FiBi, qui s'étend sur les 11 premières années scolaires, pour la rentrée d'août 2024. Que nenni, le non ne s'est pas fait attendre par l'intermédiaire d'une missive de la Ville de Bienne. «J'étais un peu déconcerté», réagit-il au micro de TeleBilingue. «Je me suis par la suite renseigné sur la question. Parmi les 6000 élèves actuellement scolarisés à l'école obligatoire, seuls 340 suivent la FiBi. Cette dernière est accessible seulement pour 5% des élèves biennois.» Ce résultat «semble absurde pour un centre urbain qui vit le bilinguisme tous les jours».

Dans sa lettre de refus, la Ville de Bienne argue notam-



Les places dans les deux classes de la filière bilingue biennoise (FiBi) sont précieuses. Certains parents souhaitent un élargissement de l'offre.

archives Lino Schaeeren

ment que le cadre légal doit être complété pour développer davantage l'offre. «Comme il s'agit d'un projet pilote, je comprends qu'il faille prendre le temps de développer la filière sur plusieurs années. La Suisse n'est pas rapide, mais parvient généralement toujours à un bon compromis», concède Julien. «Je trouve toutefois dommage qu'on ne nous explique pas clairement pourquoi nos enfants ne peuvent pas profiter de cette richesse éducative, d'autant plus que la FiBi existe depuis 14 ans déjà. J'aimerais davantage d'informations sur le

contexte général et les critères nécessaires pour cette offre scolaire.» Plus remontée encore, Lyn*, 34 ans, n'accepte pas la décision des autorités municipales. Sa fille de 3 ans et demi ne pourra pas non plus suivre la FiBi. «Nous l'habitons pourtant au français et à l'allemand depuis sa naissance. Elle grandit déjà dans une famille bilingue», déplore-t-elle. «Il faudrait davantage considérer la situation familiale pour la sélection, notamment quand les parents partagent déjà un ménage avec plusieurs langues.»

Une demande stable

Avec 120 à 150 demandes d'inscriptions annuelles, la FiBi évolue de manière stable depuis le lancement du projet en 2010. «Les sollicitations n'ont jamais dépassé 163 demandes et, au plus bas, elles s'élevaient à 110. Actuellement, il existe 42 places pour les enfants qui commencent la scolarité obligatoire dans la filière bilingue, réparties en deux classes», complète Glenda Gonzalez Bassi, la directrice de la Formation, de la culture et du sport de la Ville de Bienne. «En moyenne, nous refusons environ 100 enfants par rentrée.»

La critique reste vive chez les parents. «Je peine vraiment à comprendre pourquoi il n'y a pas davantage d'efforts fournis pour le développement proactif du bilinguisme dans les premières années scolaires. Si la

Ville veut en faire un argument pour son rayonnement, alors elle doit accélérer son développement en collaborant avec le Canton», estime Lyn. «Nous devons à présent nous contenter de mettre notre fille sur une liste d'attente et espérer avoir une place», constate Julien, avec une pointe de déception.

De nombreux critères

L'intégration dans la FiBi comporte de nombreux critères à remplir. «Il faut ainsi trois groupes d'élèves par classe: germanophones, francophones et allophones. Les places sont li-

mitées pour chaque catégorie. La distance jusqu'à l'école joue aussi un rôle important pour la sélection finale», détaille Glenda Gonzalez Bassi.

Quant à l'élargissement de l'offre, la conseillère municipale biennoise reste prudente. «Nous sommes en attente d'une évaluation complète de la part du Canton. Pour l'instant, le projet a été prolongé jusqu'à 2027, ce qui est déjà un bon signe.» Concernant l'ouverture de la FiBi à davantage d'élèves, la socialiste donne encore d'autres exemples qui limitent son développement rapide: «Les enseignants doivent vraiment

comprendre les deux langues et savoir les écrire parfaitement. Ce ne sont pas des profils simples à trouver», souligne-t-elle. «Au niveau pratique, il y a aussi certaines difficultés. Il faut en effet travailler sur la cohabitation du plan d'étude alémanique et romand.» Du côté des autorités cantonales, Iris Frey, porte-parole de la Direction de l'instruction publique et de la culture, affirme que «la recherche d'enseignants a été facilitée ces dernières années par l'émergence de la filière bilingue dans les hautes écoles pédagogiques».

*Nom connu de la rédaction

Le Canton enthousiaste

Si la Filiale bilingue (FiBi) est une particularité biennoise, le travail de mise en place et de développement d'une telle offre implique évidemment les autorités cantonales. «Au départ, le projet, soumis par la Ville de Bienne, consistait en une expérience pédagogique destinée à une entité scolaire», explique Iris Frey, porte-parole de la Direction de l'instruction publique et de la culture de l'Ours.

Par la suite, l'idée initiale a été prolongée jusqu'au niveau secondaire. «Elle est pleinement soutenue par le canton de Berne, puisqu'elle cherche à faciliter le bilinguisme dans un canton bilingue», poursuit la communi-

cante. «Un rapport d'évaluation réalisé par la HEP-BEJUNE et la PHBern vient de préciser que l'enseignement en immersion basé sur les deux plans d'études PER et LP21 fonctionne et constitue un enrichissement pour les élèves et les enseignants. Une seconde évaluation doit encore être terminée au niveau primaire.» La Ville de Bienne, ayant récemment obtenu le oui pour prolonger le projet jusqu'à 2027, peut maintenant réfléchir à la suite à donner à la FiBi. La porte-parole, d'ajouter: «Le Canton devra déterminer si d'éventuelles adaptations juridiques sont nécessaires afin de permettre une pérennisation de l'offre publique.»

Au gymnase, le français et l'anglais gagnent

La question du bilinguisme à l'école et de la Filiale bilingue (FiBi) de Bienne est sensible. «Nous n'avons pas beaucoup de recul pour cette offre au niveau de l'école obligatoire», explique Virginie Borel, directrice du Forum du bilinguisme. «En revanche, il faut souligner qu'avant le lancement de la FiBi, la Ville de Bienne avait sondé les parents d'enfants qui allaient être scolarisés. L'intérêt pour une telle offre était alors massive, avec plus 80% de personnes favorables.» L'idée essaime ensuite sur le territoire cantonal. «La Ville de Berne a lancé une filière scolaire similaire, appelée CLABI en 2019», détaille encore Virginie Borel. Par la

suite, la Ville de Fribourg s'y est également mise avec deux classes bilingues en 2021. «Les filières bilingues ne sont pas simples à mettre sur pied, car elles coûtent plus cher que les monolingues et la formation des enseignantes et enseignants reste encore lacunaire. Et ce, malgré le lancement, en 2018, d'un cursus bilingue entre les deux hautes écoles pédagogiques BEJUNE et Berne germanophone», souligne-t-elle. Au niveau supérieur du gymnase, le recul permet d'avoir un avis plus étayé. «Un quart des gymnasiennes et gymnasiens du canton se lancent dans une des maturités de type bilingue (F-D, D-E et D-I)», observe Virgine

Borel. «Les filières bilingues avec deux langues nationales y sont beaucoup plus rares. Même si le Gymnase de Bienne et du Jura bernois propose l'une des plus anciennes filières français-allemand de Suisse à ce niveau.» Plus largement, Ariane Tonon, présidente du Conseil des affaires francophones de l'arrondissement de Bienne (CAF), observe que la cité seelandaise correspond parfaitement à ce type d'initiatives. «Je pense que le plurilinguisme est une très grande richesse», relève-t-elle. «Cette particularité est favorable au vivre ensemble et à la cohésion sociale de la région. Le bilinguisme en immersion crée des nouvelles idées.»